

COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019

I. – Rapport d'activité semestriel

Les comptes consolidés de Bourrelier Group sont établis sur un périmètre de sociétés limité puisque demeure dans le Groupe les sociétés d'exploitation au Benelux d'une part, les activités immobilières en France d'autre part.

Le chiffre d'affaires de Bourrelier Group se répartit en 2019 en deux types d'activités :

- le Benelux, avec les grandes surfaces de bricolage ;
- la France, avec essentiellement une activité immobilière locative.

Le chiffre d'affaires du Benelux en non comparable est en retrait par rapport au premier semestre 2018 de 2,23 %, passant de 114,3 M€ à 111,7 M€.

En Belgique, le chiffre d'affaires 2019 est à +0,17 % malgré la fermeture du magasin de Nimy-Maisières intervenue le 2 février 2019 ; en comparable l'évolution est à +0,8 %.

Les Pays-Bas régressent de 4,39 % à périmètre non comparable.

Retraité des fermetures des magasins de Den Haag (expropriation fin juin 2018) et Apeldoorn (incendie fin 2018) l'évolution du chiffre d'affaires est de +1,5 % aux Pays-Bas.

Le chiffre d'affaires de la France est toujours composé de la perception de loyers de locaux commerciaux et de prestations de services. La réduction du chiffre d'affaires s'explique par la fin de la location du site de Grand Quevilly (76) depuis le 30 septembre 2018.

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 1,6 M€.

II. – Profil du groupe

Nombre de magasins	Au 30/06/2018	Au 30/06/2019
Pays-Bas	33	32*
Belgique	41	40*
Total	74	72

*Aux Pays-Bas, le magasin d'Apeldoorn Noord en reconstruction / En Belgique fermeture du magasin de Nimy-Maisières

III. – Perspectives / principaux risques / incertitudes / saisonnalités

En France, Bourrelier Group continuera activement ses recherches d'investissements dans de nouvelles activités avec l'ambition de concrétiser quelques-unes d'entre elles grâce aux nombreuses cibles déjà identifiées et analysées depuis le début de l'année.

Au Benelux Bourrelier Group s'efforce de maintenir son volume d'activité pour 2019 en surveillant tout particulièrement les marges. En Hollande, le renforcement de la concurrence avec le développement des enseignes allemandes et l'augmentation des ventes sur Internet impactent négativement notre taux de marge nette (en retrait de 1,21 point en comparable à fin juin).

Suivi du litige Bourrelier et consorts/JG Capital Management : le litige évoqué les années précédentes et relatif à deux assignations de la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bourrelier Group contre la famille Bourrelier est toujours en cours. Cette affaire, après plusieurs audiences de mise en état, de demandes de renvoi, revient pour plaidoirie des parties devant le Tribunal de Commerce de Créteil le 18 décembre 2019. Ce litige est sans impact sur les comptes présentés.

Litiges avec Intergamma

Le franchiseur Intergamma a concrétisé l'opération de rachat de son plus gros franchisé Van Neerbos Group en juillet 2018. Bourrelier Group, n'ayant pas obtenu toutes les garanties que ses intérêts seront préservés dans le futur, a fait le choix de ne pas participer à ce projet tout comme sept autres franchisés. Bourrelier Group continuera de défendre ses intérêts, y compris par voie de justice si nécessaire notamment avec les procédures suivantes :

- D'une part, Bourrelier Group avait estimé, avec d'autres franchisés, qu'Intergamma n'avait pas été suffisamment transparent sur sa santé financière et avait saisi La Chambre des Entreprises du Tribunal d'Amsterdam, en janvier 2019. Malheureusement le jugement rendu en juin 2019 a débouté Bourrelier Group de sa demande.

- D'autre part, Bourrelier Group considère que certaines anomalies sont existantes dans l'exécution du contrat de franchise notamment par rapport aux bonus de fin d'année qu'Intergamma doit reverser à ses franchisés. Bourrelier Group a donc initié une procédure en arbitrage en juillet 2018. Cette procédure est toujours en cours et devrait aboutir au cours de 2020.

Les facteurs de risque sont les mêmes que ceux identifiés dans le chapitre IV du rapport d'activité 2018.

IV. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2019

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2019	30/06/2018
Chiffre d'affaires	10	111 820,0	114 332,4
Autres produits de l'activité		269,8	326,1
Achats consommés	10	- 72 720,2	- 74 158,8
Charges de personnel		- 16 633,6	- 17 094,4
Charges externes		- 9 031,3	- 18 277,6
Impôts et taxes		- 1 371,3	- 1 041,6
Dotation aux amortissements		- 11 474,2	- 3 257,1
Dotation aux provisions		- 105,8	- 11,5
Autres produits et charges d'exploitation	11	- 92,9	14,9
Résultat opérationnel courant		660,5	832,4
Résultat sur cessions de participations consolidées	12	-	84 518,8
Autres produits et charges opérationnels	12	1 471,0	- 1 945,2
Résultat opérationnel		2 131,5	83 406,0
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		193,5	112,3
Coût de l'endettement financier brut		- 142,6	- 564,4
Coût de l'endettement financier net		50,9	- 452,1
Autres produits et charges financiers		812,9	- 1 031,5
Résultat avant impôt		2 995,3	81 922,4
Impôt sur les bénéfices	13	- 412,0	- 10 542,7
Quote-part mises en équivalence		-	91,4
Résultat net		2 583,4	71 471,2
Part du groupe		2 583,6	71 471,3
Part des minoritaires		- 0,2	- 0,1
Résultat par action		0,43	11,56

V. – Autres éléments du Résultat global (retraitements des éléments passés en capitaux propres)

Cet état est présenté en suivant les dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter dans un tableau séparé les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres et nommés «Autres éléments du Résultat global ».

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Résultat net consolidé	2 583,4	71 471,2
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	-	360,3
Mise en place IFRS15	-	- 130,0
Retraitements actions propres	6,2	- 4,3
Écarts actuariels sur régime à prestations définies	- 9,8	- 9,7
Autres éléments du Résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts)	- 3,6	216,3
Résultat global consolidé	2 579,7	71 687,5
Dont résultat global minoritaires	- 0,2	0,1
Dont résultat global groupe	2 580,0	71 687,4
Résultat global par action	0,4	11,5

VI. – Etat de situation financière consolidé au 30 juin 2019

ACTIF (en milliers d'euros)	Note	30/06/2019	31/12/2018
ACTIFS NON-COURANTS			
Goodwill	3	34 511,4	34 511,4
Autres Immobilisations Incorporelles	3	4 762,4	4 391,8
Droit d'utilisation	3	91 440,1	-
Immobilisations Corporelles	3	56 383,3	59 139,1
Participations entreprises associés		1 639,9	1 639,9
Autres actifs non courants		3 636,7	3 468,7
Actifs d'impôts non-courants		61,9	299,1
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		192 435,6	103 449,9
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	4	62 882,3	59 631,6
Clients et comptes rattachés	5	994,8	2 134,4
Autres actifs courants	5	20 320,3	21 543,6
Actifs d'impôts courants		1 463,2	8 952,3
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat	6	124 380,5	126 981,2
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6	126 666,7	108 269,4
TOTAL ACTIFS COURANTS		336 707,8	327 512,4
TOTAL ACTIF		529 143,4	430 962,3

PASSIF (en milliers d'euros)	Note	30/06/2019	31/12/2018
CAPITAUX PROPRES			
Capital		31 106,7	31 106,7
Primes liées au capital		13 412,3	13 412,3
Réserves		295 547,5	215 952,3
Résultat de l'exercice		2 583,6	82 702,4
Intérêts minoritaires		32,8	33,1
TOTAL CAPITAUX PROPRES		342 682,9	343 206,7
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	6	35 688,8	39 844,4
Dettes locatives à long terme	6	76 023,2	-
Passif d'impôt non-courant		2 938,1	2 938,7
Engagement envers le personnel	8	1 075,4	996,0
Provisions à long terme	8	2 355,2	200,0
TOTAL PASSIF NON COURANTS		118 080,6	43 979,0
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	9	37 595,7	26 277,5
Emprunts à court terme	6	93,5	267,0
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	6	6 792,4	5 404,5
Dettes locatives à court terme	6	15 669,5	-
Passif d'impôt courant	9	328,7	6 991,5
Autres passifs courants	9	7 900,0	4 836,0
TOTAL PASSIF COURANTS		68 379,8	43 776,5
TOTAL PASSIF		529 143,4	430 962,3

VII. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2019

(en milliers d'euros)	Capital	Primes liées au capital et réserves	Résultats accumulés	Total capitaux propres, part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2018	31 107	5 727	232 750	269 563	63	269 626
Mise en place IFRS 15 en 2018		- 130		- 130		- 130
Résultat de la période			71 471	71 471	- 0	71 471
Total des pertes et profits de la période		- 130	71 471	71 341	- 0	71 341
Mouvements sur actions propres		- 4		- 4		- 4
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies nets d'effets d'impôts		- 10		- 10		- 10
Couvertures taux IAS 39		360		360		360
Variation périmètre				30	- 30	
Autres variations		326		326		326
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2018	31 107	6 139	304 221	341 607	32	341 640

(en milliers d'euros)	Capital	Primes liées au capital et réserves	Résultats accumulés	Total capitaux propres, part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2019	31 107	9 038	303 020	343 174	33	343 207
Résultat de la période			2 584	2 584	-	2 584
Total des pertes et profits de la période						
Dividendes versés			- 3 104	- 3 104		- 3 104
Mouvements sur actions propres		6		6		6
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies nets d'effets d'impôts		- 10		- 10		- 10
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2019	31 107	9 034	302 500	342 650	33	342 683

VIII. Tableau consolidé des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018	31/12/2018
Résultat net consolidé	2 583	71 471	82 702
Dotations nettes aux amortissements et provisions	13 735	2 706	5 799
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	940	-	-
Plus et moins-values de cession	88	- 84 534	- 99 649
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	- 91	- 187
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	17 347	- 10 448	- 11 335
Coût de l'endettement financier net	- 532	448	1 670
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	412	10 543	11 722
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	17 227	543	2 057
Impôts versé	- 6 833	- 8 626	- 4 902
Variation du B.F.R. lié à l'activité	17 880	3 245	5 251
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)	28 273	- 4 839	2 406
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 1 098	-776	- 1 939
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5	15	5 229
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	- 168	-	- 2 100
Incidence des variations de périmètre	-	292 064	314 951
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	-	-	96
Variation des prêts et avances consentis	-	16 950	- 101
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (E)	- 1 262	308 254	316 136
Rachats et reventes d'actions propres	6	-5	-31
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :	-	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-	- 12 414
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	67	41 883	41 994
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	- 10 706	- 102 438	- 125 464
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	- 408	- 448	- 1 670
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (F)	- 11 041	- 61 007	- 97 585
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H = (D + E + F)	15 970	242 408	220 957
TRESORERIE D'OUVERTURE (I)	234 984	14 026	14 026
TRESORERIE DE CLOTURE (J)	250 954	256 434	234 984

IX. Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du rapport financier

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

A blue ink signature of Jean-Claude BOURRELIER.

Jean-Claude BOURRELIER
Président Directeur Général

A blue ink signature of Yann LE TENO.

Yann LE TENO
Directeur Comptable Groupe

X. Annexes aux comptes semestriels consolidés

Note 1. – Informations générales

Société anonyme au capital de 31.106.715,00 €.

Siège social : 21 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 94 120 Fontenay-sous-Bois
957 504 608 R.C.S. Créteil

Bourelleier Group SA et ses filiales exploitent au Benelux un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes, Gamma et Karwei.

Bourelleier Group SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 21 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, à Fontenay-sous-Bois (94 120).

La société est cotée sur le marché Alternext sous le numéro FR 00000054421 depuis le 25 juillet 2011, auparavant la société était cotée sur le marché d'Euronext compartiment B.

Ces états financiers consolidés semestriels ont été arrêtés le 17 septembre 2019 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros arrondis à une décimale, sauf indication contraire.

Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Note 2.1 : Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe Bourelleier Group ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés 2019 sont identiques à celles des comptes consolidés au 31 décembre 2018 à l'exception de l'IFRS 16 appliquée pour la première fois au cours du 1er semestre 2019.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du

compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues. Les principales estimations et hypothèses portent sur :

Le calcul des provisions pour dépréciation des stocks ;

Le calcul des engagements de départ à la retraite ;

Les hypothèses d'évolution de l'activité au niveau du Business Plan et les tests d'impairment sur les goodwill.

Les filiales de Bourrelier Group appartiennent toutes à la zone euro (€), il n'y a plus lieu d'effectuer de calcul de conversion.

- IFRS 16 - Contrats de location.

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 sur la comptabilisation des contrats de location. Cette norme prévoit un modèle unique de comptabilisation chez le preneur qui nécessite de reconnaître les actifs (droits d'utilisation) et passifs issus de contrats de location. Selon ce modèle, le droit d'usage est amorti via les dotations aux amortissement au compte de résultat, et est reconnu en charge financière, alors que selon les textes en vigueur jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2018, la charge de loyer était constatée en charge externe.

Le Groupe applique la norme IFRS 16 dans ses comptes consolidés à partir du 1er janvier 2019 selon la méthode rétrospective simplifiée. Selon cette méthode, l'effet de la première application de la norme est comptabilisé dans les capitaux propres consolidés au 1er janvier 2019 sans retraitement des périodes comparatives.

Au 1er janvier 2019, le Groupe a comptabilisé un nouvel actif relatif aux droits d'utilisation des actifs loués, essentiellement les magasins qu'il exploite, et un nouveau passif, correspondant aux passifs de loyers pour un montant de 99 564 K€.

Le Groupe a choisi d'utiliser les deux exemptions permises par la norme en continuant de constater une charge de loyer opérationnelle pour les contrats d'une durée inférieure à 12 mois ou ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur.

Pour déterminer les passifs de loyers, le Groupe a actualisé les paiements de loyers futurs en utilisant un taux d'emprunt marginal groupe. Le taux moyen pondéré appliqué est de 1,12%.

Au cours du 1er semestre 2019, le groupe a comptabilisé un amortissement du droit d'utilisation pour un montant de 8 124 K€, une annulation de charge locative pour un montant de 8 411 K€ et une charge financière de 539 K€. L'impact net au compte de résultat se traduisant par une charge de 253 K€

	Impacts norme IFRS16 dans les comptes semestriels		
	1ère application IFRS16	Mouvements de la période	IFRS16 30/06/2019
Droit d'utilisation	99 564,3	8 124,3	91 440,0
Dette locative	99 564,3	7 871,7	91 692,6
Total Bilan		252,6	252,6
Annulation charge de location		8 410,9	8 410,9
Dotations amortissement droit d'utilisation		- 8 124,3	- 8 124,3
Charge financière		- 539,2	- 539,2
Total Résultat		- 252,6	- 252,6

Note 2.2 : Périmètre et méthodes de consolidation

2.2.1. Périmètre

Les états financiers consolidés de Bourrelier Group comprennent les comptes de Bourrelier Group SA et de toutes les filiales dans lesquelles Bourrelier Group SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 15.

Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 30 juin 2019.

2.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés dans lesquelles Bourrelier Group exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. La société Bouwmarkt Ypenburg BV et la SCI du Rond-Point 12 sont consolidées par mise en équivalence. Le groupe n'exerce en effet, aucun contrôle sur leurs fonctionnements, n'ayant pas de mandat et ne faisant pas partie de la Direction

2.2.3. Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La norme IFRS 8 conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs.

Depuis 2018, et consécutivement à la cession de nos activités d'exploitation française, espagnole et de sourcing en Asie, l'information sectorielle ne présente plus que 2 secteurs :

- activité en France pour notre activité locative et nos services supports ;
- activité au Benelux pour l'exploitation des magasins du Benelux.

2.2.4. Transactions internes

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.2.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Au 30 juin 2019, il n'y a plus de transaction en devise.

Note 2.3 : Postes du bilan

2.3.1. Immobilisations incorporelles

• Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Par ailleurs, les écarts d'acquisition tiennent également compte des fonds de commerce acquis lors des rachats directs de magasins.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Les modalités des tests de

perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées en note 2.3.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

- **Logiciels**

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

2.3.2. Immobilisations corporelles

- **Valeur brute**

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement tels que définies par la norme IFRS 16 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

- **Amortissement**

Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leur durée d'utilité effective.

Composants constructions	20 ans
Composants toitures	10 ans
Agencements et aménagements	entre 10 et 15 ans
Installations techniques	entre 7 et 10 ans
Matériels et outillages	entre 5 et 7 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels et mobiliers de bureau	entre 3 et 5 ans

2.3.3. Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres significatifs est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives.

Les actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre de baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

2.3.4. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et sur une ligne du compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

2.3.5. Dépréciation des actifs

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation. Ce test est réalisé lors de la clôture annuelle.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute ce qui constitue un indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes :

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du groupe correspondant aux zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées (France, Benelux).

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des free cash flows sur cinq ans basée sur le plan d'affaires de la Direction. Le business plan n'intègre pas les effets des ouvertures de magasins ou des agrandissements futurs pour lesquels aucune dépense n'a encore été comptabilisée. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie. La Direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Le taux d'actualisation est déterminé à partir du taux d'un placement sans risque, sur la base d'un taux déterminé par un bureau d'analyse financière indépendant qui correspond à une combinaison de taux observés sur différentes devises européennes et/ou des écarts de spreads souverains. Ce taux intègre donc une prime de taille. A ce taux sans risque est rajoutée une prime de marché et de risque pays.

2.3.6. Stocks et créances

2.3.6.1. Stocks

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte ainsi que des coûts accessoires d'achats. Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation. Les décotes sur stocks sont calculées entre autre, sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire et en fonction d'une analyse macro économique des ventes réalisées.

2.3.6.2. Créances

Les créances sur clients en compte : Il s'agit de quelques clients qui ne paient pas en caisse au comptant mais à échéance.

Le risque là aussi est faible car ces créances clients concernent des Administrations (par définition sans risque). Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale et une provision spécifique est constituée pour les créances identifiées comme étant douteuses.

Dépréciation des créances échues : au regard de notre activité (paiement essentiellement comptant) le risque d'impayé est relativement faible sur nos encaissements.

2.3.7. Actifs et passifs financiers

2.3.7.1. Actifs financiers

En application de la norme IFRS9, les actifs financiers sont classés suivant l'une des trois catégories suivantes :

- Les actifs financiers évalués au coût amorti,
- Les actifs financiers évalués à la juste valeur constatée en autres éléments du résultat global,
- Les actifs financiers évalués à la juste valeur par compte de résultat

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif. Dans les comptes semestriels présentés, les actifs financiers sont classifiés dans les catégories suivantes :

a. Les actifs financiers évalués au coût amorti

Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.

Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales

b. Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés dans cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPCVM de trésorerie et contrats capitalisations.

2.3.7.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des dettes locatives.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de

l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. La prise en compte de ce taux d'intérêts effectif n'est appliquée qu'après réalisation de tests sur tous les nouveaux contrats d'emprunts et uniquement si les impacts sur les comptes consolidés sont significatifs.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

2.3.7.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

Au 30 juin 2019, il n'y a pas d'instruments de couverture dans les comptes présentés.

2.3.8. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

2.3.9. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

2.3.10. Avantages du personnel

Le groupe comptabilise en provisions les avantages du personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France et les couvertures d'assurance retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés en France sont évalués en interne. La méthode d'actualisation retenue, identique pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale).

La société impute en capitaux propres les écarts actuariels non reconnus.

2.3.11. Capital

- Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Point non applicable au groupe : pas de stock option.

- Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.12. Impôts sur les résultats

Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes prévisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

Note 2.4 : Postes du compte de résultat

2.4.1. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes de marchandises, les loyers encaissés et les prestations de services à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur

2.4.2. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste recouvre d'une part les produits et charges non liés à l'activité récurrente (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses) et d'autre part les éléments, d'un montant significatif, qui ne correspondent pas à l'activité courante.

2.4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

2.4.4. Charges financières nettes

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions.

Il peut comprendre également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;
- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;
- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts ;
- l'impact IFRS 16 sur le 1er semestre est de 539 K€.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en « prorata temporis » en tenant compte du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

2.4.5. Détermination du résultat net par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre d'actions composant le capital au 30 juin, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net consolidé part du groupe dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

2.4.6. Evénements postérieurs à la clôture

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existantes à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

Note 3. – Immobilisations.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Valeur brute		
Immobilisations incorporelles	95 329,4	94 417,5
dont goodwill	87 763,3	87 763,3
Droit d'utilisation	99 564,3	-
Immobilisations corporelles	146 721,1	147 134,7
Amortissements/Dépréciations		
Immobilisations incorporelles	- 56 055,6	- 55 514,3
dont goodwill	- 53 251,9	- 53 251,9
Droit d'utilisation	- 8 124,3	-
Immobilisations corporelles	- 90 337,9	- 87 995,6
Valeur nette		
Immobilisations incorporelles	39 273,8	38 903,2
dont goodwill	34 511,4	34 511,4
Droit d'utilisation	91 440,1	-
Immobilisations corporelles	56 383,3	59 139,1

Note 4. – Stocks.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Stocks de marchandises bruts	63 256,8	59 995,9
Provisions sur stocks	- 374,5	- 364,4
Stocks de marchandises nets	62 882,3	59 631,6

Les stocks sont en quasi-totalité constitués de marchandises.

Note 5. – Clients et autres débiteurs.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Clients et comptes rattachés	1 576,7	2 720,5
Créances sur personnel et organismes sociaux	43,9	23,2
Créances fiscales – hors IS	919,1	675,5
Comptes courants – actifs	793,7	792,9
Autres créances	16 301,3	20 052,3
Charges constatées d'avance	3 009,1	743,6
Total autres actifs courants	21 067,1	22 287,4
Provisions clients et comptes rattachés	- 581,9	- 586,1
Provisions autres créances et intérêts courus	- 746,8	- 743,8
Total des provisions	- 1 328,7	- 1 329,9
Total autres actifs courants, clients et créances	21 315,1	23 678,0

Les autres créances sont constituées principalement des ristournes à recevoir de notre franchiseur.

Note 6. – Evolution de la trésorerie et endettement.

6.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Actifs financiers à la juste valeur	124 380,5	126 981,2
Disponibilités	126 666,7	108 269,4
Total	251 047,2	235 250,5

Les Valeurs mobilières de placement sont des contrats de capitalisation qui se décomposent en 40 M€ de titres d'OPCVM et de 84 M€ de fonds euro permettant des arbitrages internes aux contrats de capitalisation.

6.2. Emprunt

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Dettes envers les établissements de crédit	31 768,7	35 778,2
Dettes sur immobilisations en location-financement	3 578,5	3 788,5
Emprunts et dettes financières diverses	341,7	274,9
Total des emprunts portant intérêt non courants	35 688,8	39 841,6
Dettes locatives long terme	76 023,2	
Dettes envers les établissements de crédit	6 370,4	4 984,4
Concours bancaires courants	93,5	269,6
Dettes sur immobilisations en location-financement	422,0	420,1
Total des emprunts portant intérêt courants	6 885,9	5 674,1
Dettes locatives court terme	15 669,5	-
Total emprunts et dettes locatives	134 267,4	45 515,7

6.3. Trésorerie Nette / Endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Trésorerie et équivalent de trésorerie	251 047,2	235 250,5
Emprunt	134 267,3	45 515,7
Trésorerie Nette / Endettement net	- 116 779,8	- 189 734,8

La trésorerie nette s'élève au 30 juin 2019 à 116,8 millions d'euros pour 189,7 millions au 31 décembre 2018. Hors engagement locatif retraité au cours du premier semestre 2019 (IFRS 16), la trésorerie nette s'élève à 208,5 millions d'euros.

Au cours de ce premier semestre, le groupe a remboursé 10,7 millions d'euros d'emprunts auprès des organismes financiers

Note 7. – Instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt qui découlent de ses opérations courantes, le groupe utilise des instruments dérivés négociés avec des contreparties de premier plan.

Conformément aux règles du groupe, ces instruments dérivés de change et de taux d'intérêt sont mis en place exclusivement à des fins de couverture.

Couverture du risque de change

Le groupe n'est actuellement plus exposé au risque de change

La politique du groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir au minimum 80 % du risque de change par des instruments dérivés dès lors que les budgets d'exploitation sont arrêtés dans les filiales du groupe.

Auquel cas, l'ensemble des flux futurs en devises du groupe fait l'objet de prévisions détaillées à l'horizon de l'année budgétaire à venir. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des achats ou des ventes à terme ou par des options, afin de réduire au maximum la position de change par devises de chaque filiale. La durée de vie de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement du groupe.

Couverture du risque de taux d'intérêt

Le groupe n'utilise pas de couverture du risque de taux d'intérêt au 30 juin 2019.

Note 8. – Provisions pour autres passifs.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Engagement envers le personnel	1 075,4	996,0
Autres provisions	2 355,2	200,0
Provisions non courantes	3 430,6	1 196,0
Provisions courantes	-	-
Total	3 430,6	1 196,0

Les autres provisions concernent des contrôles fiscaux et Urssaf.

Note 9. – Fournisseurs et autres passifs courants.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	31/12/2018
Dettes fournisseurs	37 595,7	26 277,5
Dettes sur acquisitions actifs	-	-
Total fournisseurs et autres	37 595,7	26 277,5
Passif d'impôt courant	328,7	6 991,5
Dettes sociales	2 686,5	3 173,8
Dettes fiscales	780,9	717,7
Comptes courants - passif	3 105,4	2,1
Autres dettes	914,1	581,4
Produits constatés d'avance	413,1	361,1
Total autres passifs courants	7 900,0	4 836,1
Total général	45 824,4	38 105,1

L'évolution du poste fournisseur est lié à l'accroissement du délai de paiement des factures marchandises dues à notre franchiseur.

Note 10. – Chiffre d'affaires et marge commerciale

Au 1^{er} semestre 2019, le chiffre d'affaires de 111 820 K€, se compose de 110 182 K€ de ventes de marchandises au Benelux et de 1 639 K€ de loyers et prestations services en France.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Vente de marchandises	110 182,0	112 698,9
Coût d'achat des marchandises vendues	- 72 720,2	- 74 158,8
Marge commerciale	37 461,8	38 540,1

Les ventes de marchandises ont diminué de 2,52 M€ soit - 2,23 %, conséquence de l'incendie de notre magasin d'Apeldoorn Noord en fin d'année 2018.

La marge en valeur baisse de 1,1 M€ soit 0,2 % en taux.

Note 11. – Autres produits et charges d'exploitation

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Autres produits et charges d'exploitation	- 92,9	14,8
Total	- 92,9	14,8

Note 12. – Autres produits et charges opérationnels.

(en milliers d'euros)	30/06/2019	30/06/2018
Plus ou moins-values de cession d'actifs non courants corporels et incorporels	- 88,3	84 534,1
Variation nette des provisions pour risques et charges	- 1 603,2	398,1
Dépréciation d'actifs non courants et restructuration	-	- 2 358,6
Autres produits et charges non récurrents	3 162,5	-
Total	1 471,0	82 573,6

Les autres produits non récurrents concernent des reliquats de bonus annuel versés par notre franchiseur au titre de l'exercice précédent.

Note 13. – Charge d'impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	30/06/2019
Résultat avant impôt	2 995,3
Impôt au taux normal France	998,3
Impôt réel	412,0
Ecart d'impôt	- 586,3
Ecart temporaire taux d'imposition	- 202,2
Effet des variations de taux d'imposition	- 159,8
Effet des différences permanentes	- 94,4
Déficits reportables	- 130,7
Redressements fiscaux et autres différences	0,8
Total	- 586,3

Au 30 juin 2019, la différence principale entre l'impôt théorique et l'impôt réel vient du différentiel de taux entre les pays où le groupe est présent.

Note 14. – Compte de résultat sectoriel.

14.1 Compte de résultat sectoriel 2019

Résultat au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Inter secteur	Total
Chiffre d'affaires	1 639	110 182	-1	111 820
Autres produits de l'activité	-	486	-216	270
Achats consommés	-	-72 720	-	-72 720
Charges de personnel	- 348	- 16 285	-	- 16 634
Charges externes	- 640	- 8 611	220	- 9 031
Impôts et taxes	- 264	- 1 107	-	- 1 371
Dotations aux amortissements	- 1 113	- 10 361	-	- 11 474
Dotations aux provisions	- 81	- 24	-	- 106
Autres produits et charges d'exploitation	- 50	- 43	-	- 93
Résultat opérationnel courant	- 859	1 516	3	660
Autres produits et charges opérationnels	- 1 905	3 379	- 3	1 471
Résultat opérationnel	- 2 763	4 895	0	2 131
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	82	111	-	193
Coût de l'endettement financier brut	431	- 574	-	- 143
Coût de l'endettement financier net	514	- 463	0	51
Autres produits et charges financiers	816	- 4	-	813
Charge d'impôt	317	- 729	-	- 412
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	- 1 117	3 700	0	2 583
Résultat net	- 1 117	3 700	0	2 583
Part du groupe	- 1 117	3 700	-	2 584
Intérêts minoritaires	-	-	-	-

14.2 Compte de résultat sectoriel 2018

Résultat au 30 juin 2018 (en milliers d'euros)	France	Benelux	Autre	Inter secteur	Total
Chiffre d'affaires	1 633	112 699			114 332
Autres produits de l'activité	-	624	-	- 297	326
Achats consommés	-	- 74 159	-	-	- 74 159
Charges de personnel	- 1 019	- 16 075	-	-	- 17 094
Charges externes	- 1 138	- 17 535	- 2	397	- 18 278
Impôts et taxes	- 41	- 1 000	-	-	- 1 042
Dotation aux amortissements	- 850	- 2 407	-	-	- 3 257
Dotation aux provisions	-	- 12	-	-	- 12
Autres produits et charges d'exploitation	163	- 48		- 100	15
Résultat opérationnel courant	- 1 252	2 086	- 2	0	832
Résultat sur cessions de participations consolidées	84 549	- 30	-	-	84 519
Autres produits et charges opérationnels	- 457	- 1 488	-	-	- 1 945
Résultat opérationnel	82 839	568	- 2	0	83 406
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	4	108	-	-	112
Coût de l'endettement financier brut	- 510	- 61	-	6	- 564
Coût de l'endettement financier net	- 506	47		6	- 452
Autres produits et charges financiers	- 530	- 501	6	- 6	- 1 031
Charge d'impôt	- 11 573	1 032	- 1	-	- 10 543
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	91	-	-	91
Résultat net	70 230	1 238	3	0	71 471
Part du groupe	70 230	1 238	3	-	71 471
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-

Note 14 bis. – Etat sectoriel de situation financière

Situation au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)			
ACTIF	France	Benelux	Total
ACTIFS NON-COURANTS			
Ecart d'acquisition – Goodwill	66	34 445	34 511
Autres Immobilisations Incorporelles	3 612	1 151	4 762
Droit d'utilisation	-	91 440	91 440
Immobilisations Corporelles	34 237	22 146	56 383
Participations entreprises associés	1 640	-	1 640
Autres actifs financiers	83 959	- 80 322	3 637
Actifs d'impôts non-courants	-	62	62
Total actifs non courants	123 514	68 922	192 436
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	-	62 882	62 882
Clients et comptes rattachés	553	442	995
Autres actifs courants	1 105	19 216	20 320
Actifs d'impôts courants	1 251	212	1 463
Actifs financiers à la juste valeur – contrepartie résultat	124 381	-	124 381
Trésorerie et équivalent de trésorerie	110 974	15 693	126 667
Total actifs courants	238 263	98 444	336 708
Total actif	361 777	167 366	529 143

Situation au 30 juin 2019 (en milliers d'euros)			
PASSIF	France	Benelux	Total
Capital émis	31 107	-	31 107
Primes liées au capital	13 412	-	13 412
Réserves	270 797	24 750	295 547
Résultat de l'exercice	- 1 117	3 700	2 584
Intérêts minoritaires	1	32	33
Total capitaux propres	314 200	28 483	342 683
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et dettes financières à long terme	32 809	2 880	35 689
Dettes locatives à long terme	-	76 023	76 023
Passif d'impôt non-courant	1 148	1 790	2 938
Engagement envers le personnel	132	944	1 075
Provisions à long terme	2 355	-	2 355
Total passifs non courants	36 444	81 637	118 081
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés	254	37 342	37 596
Emprunts à court terme	1	93	94
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	6 592	200	6 792
Dettes locatives à court terme	-	15 670	15 670
Passif d'impôt courant	-	329	329
Autres passifs courants	4 286	3 614	7 900
Total passifs courants	11 133	57 247	68 380
Total passif	361 777	167 366	529 143

Situation au 31 décembre 2018 (en milliers d'euros)				
ACTIF	France	Benelux	Inter secteur	Total
ACTIFS NON-COURANTS				
Ecarts d'acquisition - Goodwill	66	34 445	-	34 511
Autres Immobilisations Incorporelles	3 161	1 231	-	4 392
Immobilisations Corporelles	35 837	23 303	-	59 139
Participations entreprises associés	1 640	-	-	1 640
Autres actifs financiers	83 791	- 80 322	-	3 469
Actifs d'impôts non-courants	- 26	299	26	299
Total actifs non courants	124 469	- 21 045	26	103 450
ACTIFS COURANTS				
Stocks et en-cours	-	59 632	-	59 632
Clients et comptes rattachés	857	1 597	- 320	2 134
Autres actifs courants	10 195	11 360	- 11	21 544
Actifs d'impôts courants	8 669	284	-	8 952
Actifs financiers à la juste valeur - contrepartie résultat	126 981	-	-	126 981
Trésorerie et équivalent de trésorerie	98 878	9 392	-	108 269
Total actifs courants	245 580	82 264	- 332	327 512
Total actif	370 049	61 219	- 306	430 962

Situation au 31 décembre 2018 (en milliers d'euros)				
PASSIF	France	Benelux	Inter secteur	Total
CAPITAUX PROPRES				
Capital émis	31 107	-	-	31 107
Primes liées au capital	13 412	-	-	13 412
Réserves	196 456	19 496	-	215 952
Résultat de l'exercice	77 494	5 257	- 49	82 702
Intérêts minoritaires	1	33	-	33
Total capitaux propres	318 470	24 786	- 49	343 207
PASSIFS NON COURANTS				
Emprunts et dettes financières à long terme	36 864	2 981	-	39 844
Passif d'impôt non-courant	1 469	1 470	-	2 939
Engagement envers le personnel	118	878	-	996
Provisions à long terme	200	-	-	200
Total passifs non courants	38 650	5 329	0	43 979
PASSIFS COURANTS				
Fournisseurs et comptes rattachés	360	26 238	- 320	26 278
Emprunts à court terme	2	265	-	267
Partie courante des emprunts et dettes financières à long terme	5 206	198	-	5 405
Passif d'impôt courant	6 809	182	-	6 992
Autres passifs courants	552	4 221	63	4 836
Total passifs courants	12 929	31 104	- 257	43 777
Total passif	370 049	61 219	- 306	430 962

Note 15. – Périmètre de consolidation (sociétés consolidées au 30 juin 2019)

En France :	Siège	SIRET	Contrôle	Méthode	Entrée
Bourrelier Group SA	Fontenay-sous-Bois	957 504 608	Sté Mère	I.G.	01/1997
BG Industries	Fontenay-sous-Bois	480 441 534	100%	I.G.	12/2004
BG investissements & Participations	Fontenay-sous-Bois	487 603 714	100%	I.G.	11/2005
SCI Immobilière Bricailleterie	Fontenay-sous-Bois	394 237 408	100 %	I.G.	01/2009
SCI Tamme	Fontenay-sous-Bois	490 286 135	99 %	I.G.	10/2009
SCI Beauséjour	Fontenay-sous-Bois	341 054 450	100 %	I.G.	01/2015
SCI Girondaise	Fontenay-sous-Bois	353 301 724	100 %	I.G.	01/2015
SCI du Rond-Point 12*	Villeneuve d'Aveyron	428 737 803	50 %	M.E.E	01/2015
SCI du Sud	Fontenay-sous-Bois	824 520 365	100 %	I.G.	12/2016
À l'étranger :	Siège	SIRET	Contrôle	Méthode	Entrée
BG Retail BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997
BG Retail NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997
Bouwmar NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Robo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Gruto BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
CB Bouwmarkten NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Boco NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Mag BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
DIY Retail Service BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Maz BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Gent	Étrangère	100 %	I.G.	11/2001
Rubus Bouwmarkt BV	Hillegom	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004
Megara BV	Leerdam	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004
Mekowa BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007
Bouwmarkt Beverwijk BV	Beverwijk	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007
Interbrico SA	Bastogne	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007
Batkor Finance BV*	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007
Bouwmarkt Elburg BV	Elburg	Etrangère	100 %	I.G.	01/2008
Hasco Bouwmarkt BV	Best	Etrangère	100 %	I.G.	01/2009
BG Retail Bouwmarkten II BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010
BG Retail Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010
Legerstock Vermeersch-Andries NV	Anvers	Etrangère	100 %	I.G.	04/2010
Bouwmarkt Apeldoorn BV	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Deventer BV	Deventer	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Eibergen BV	Eibergen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Zutphen BV	Zutphen	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Raalte BV	Raalte	Etrangère	100 %	I.G.	07/2011
Bouwmarkt Ypenburg BV	H.I. Ambacht	Etrangère	50 %	M.E.E	11/2011

* Les sociétés SCI du Rond-Point 12 et Batkor Finance BV ne sont pas consolidées au 30 juin 2019 car les résultats sont non significatifs.

Note 16. – Evènements postérieurs à la clôture.

Un contrôle URSSAF a été signifié postérieurement à la clôture semestrielle.

Un contrôle fiscal initié en début d'exercice est toujours en cours postérieurement à la clôture semestrielle.

Note 17. – Actifs et passifs éventuels.

Néant

Note 18. – Principales transactions avec parties liées

Sociétés concernées	Sociétés liées	Solde AU 30/06/2019		Mouvements au 30/06/2019		Nature transaction
		ACTIF	PASSIF	CHARGES	PRODUITS	
Bourrelier Group SA	La Maison du Treizième	128 400			116 306	Prestations
BG Retail NV	Belgium Properties Retailers	456 300	73 250	933 146	23 000	loyers-taxes / prestations
BG Retail NV	Wickes Land Development	108 449	31 801	224 248	3 600	loyers-taxes / prestations
Maatschap Bouwmarkt Gent	Belgium Properties Retailers	68 607	22 260	126 083		loyers-taxes
Maatschap Bouwmarkt Gent	Wickes Land Development	27 560	4 750	59 870		loyers-taxes
Bouwmar NV	Belgium Properties Retailers	0	200 800	200 800		loyers-taxes
CB Bouwmarkten	Belgium Properties Retailers	45 908	3 000	94 815		loyers-taxes
M A Z	Belgium Properties Retailers	51 244	7 750	110 239		loyers-taxes
Boco NV	Belgium Properties Retailers	36 243	44 300	116 785		loyers-taxes
Mekowa	Belgium Properties Retailers	62 477	14 500	139 454		loyers-taxes
Interbrico SA	Belgium Properties Retailers	56 378	13 500	126 222		loyers-taxes
BG Retail BV	Immo Vastgoed Holland BV	211 519		1 060 259	34 000	loyers-taxes / prestations
BG Retail BV	OFS Traders BV	7 800			7 800	loyers-taxes / prestations
BG Retail BV	Goldi Holding BV	3 800			3 800	loyers-taxes / prestations
BG Retail BV	Goldi Beheer	1 600			1 600	loyers-taxes / prestations
BG Retail BV	Goldi Vastgoed	4 000			4 000	loyers-taxes / prestations
BG Retail BV	Kodden Raalte	2 400			2 400	loyers-taxes / prestations
Megara BV	Immo Vastgoed Holland BV	26 554		159 325		loyers-taxes

Sociétés concernées	Sociétés liées	Solde AU 30/06/2019		Mouvements au 30/06/2019		Nature transaction
		ACTIF	PASSIF	CHARGES	PRODUITS	
Bouwmarkt Haarlem BV	Immo Vastgoed Holland BV	68 111		133 345		loyers-taxes
Bouwmarkt Haarlem BV	OFS Traders BV	274 461		548 922		loyers-taxes
Bouwmarkt Beverwijk BV	Immo Vastgoed Holland BV	14 174		91 044		loyers-taxes
Bouwmarkt Elburg BV	Immo Vastgoed Holland BV	67 663		135 326		loyers-taxes
Bouwmarkt Deventer BV	Goldi Beheer & Exploit.Mij BV	18 830		112 982		loyers-taxes
Bouwmarkt Eibergen BV	Goldi Holding BV	52 589		111 833		loyers-taxes
Bouwmarkt Zutphen BV	Goldi Holding BV	109 007		151 424		loyers-taxes
Bouwmarkt Raalte BV	Kodden Raalte Beheer BV	27 671		166 025		loyers-taxes

Le montant des engagements locatifs avec les parties liées au 31 décembre 2018, pour un montant de 48,7 millions d'euros, a fait l'objet d'une comptabilisation IFRS16 pour un montant de 66,5 millions d'euros au cours du 1er semestre 2019, après prise en compte des périodes de renouvellement des contrats de bail.